

Procès-verbal de la réunion de pré-soumission

DATE ET HEURE	8 avril 2019 à 15h00mn
PASSATION DE MARCHÉ N°	DP/IDIQ/MCA-M/LI-10/Compact
LIEU	Agence MCA-Morocco et par webinaire Complexe administratif et culturel de la Fondation Mohammed VI des œuvres sociales de l'Education-Formation, Avenue Allal EL FASSI- Madinat AL IRFANE Hay Riad – Salle de réunion du 4 ^{ème} étage
ENTITE	Agence MCA-Morocco
INTITULE DU PROJET	Contrats IDIQ pour la maîtrise d'œuvre INFRA/ESP/GIS en 2 lots

PARTICIPANTS : Voir la fiche de présence en Annexe I de ce procès-verbal.

1^{ère} partie - Présentation de l'Appel d'offres

L'Agence MCA-Morocco a organisé le **8 avril 2019 à 15h00mn** une réunion d'information afin de présenter le contenu de la demande de propositions n° **DP/IDIQ/MCA-M/LI-10/Compact** et de donner des clarifications sur les aspects techniques, de passation de marchés et fiscaux, aux soumissionnaires potentiellement intéressés par cette demande de propositions.

Monsieur Youssef Medouar, Directeur de « Passation des marchés » au sein de l'Agence MCA-Morocco, a ouvert la séance avec une brève présentation d'usage avant de passer la parole à Monsieur Mohamed Miftah, Directeur « Infrastructure » de l'Agence MCA-Morocco.

M. Miftah a passé en revue le contexte de la prestation ainsi que la consistance de la mission du lot 1 tandis que M. Laissaoui, Directeur « PES » a présenté en détail celle de la mission du lot 2.

Monsieur Ken Breyer, Procurement Agent Manager de l'Agence MCA-Morocco, a présenté le processus de passation des marchés selon les procédures de MCC. Il a également souligné que la soumission pour cette Demande de Propositions est uniquement par voie électronique. Monsieur Youssef Medouar, a aussi présenté le volet relatif aux dispositions fiscales, propres aux procédures de MCC, à retenir par les soumissionnaires qui comptent soumettre leurs propositions.

Les démarches nécessaires pour la partie fiscale sont les suivantes :

- Le don MCC attribué au Maroc est exonéré de toute taxe ou impôt dont la TVA et les droits de douane. L'Agence MCA-Morocco se chargera de déposer les demandes d'exonération auprès de la Direction Générale des Impôts (DGI) ou de l'Administration des Douanes en vue de l'obtention du certificat d'exonération de la TVA ou de la franchise douanière. Tous les coûts existants doivent être inclus dans la proposition financière des soumissionnaires, excepté les montants de la TVA et des droits de douane.
- **Dès réception du contrat signé**, si le Consultant attributaire du contrat est non résident au Maroc et s'il ne dispose pas d'identifiant fiscal à la signature du contrat, il doit contacter un agent fiduciaire pour obtenir un identifiant fiscal au Maroc.
- Un Consultant non résident sera soumis à la retenue à la source de 10% (IS) pour chaque paiement.
- Pour permettre à un Consultant de facturer en Hors-Taxe, il doit disposer d'un certificat d'exonération de la TVA sur la totalité du montant de son contrat. La demande d'exonération

de la TVA qui sera déposée à la DGI se fait sur la base des factures pro forma fournies par le Consultant à l'Agence MCA-Morocco, après la signature du contrat.

- Les factures pro forma originales doivent inclure le N° d'Identifiant Fiscal (IF). L'ICE n'est pas requis pour les Non- résidents.
- Pour obtenir l'IF, le Consultant doit être identifié fiscalement par le biais d'une fiduciaire, de préférence sur Rabat.
- Si le Consultant est un groupement, il doit disposer d'une convention de groupement qui doit mentionner clairement le mandataire, les quotes-parts de chaque membre du groupement et les comptes bancaires de chaque membre du groupement ou le compte bancaire du mandataire au cas où le groupement décide de faire le paiement en intégralité au profit du mandataire. L'identifiant fiscal sera au nom du groupement.

Le mandataire sera l'interlocuteur de l'Agence MCA-Morocco.

- Si le Consultant principal a recours à des sous-traitants, les sous-traitants ne bénéficient pas d'exonération de TVA mais facturent le montant TTC au Consultant. Ce dernier pourra soumettre une demande de remboursement de la TVA pour les factures réglées en TTC à la DGI selon les dispositions de l'article 103-5 du Code Général des Impôts.

Les présentations par PowerPoint faisant l'objet de la réunion et détaillant chaque partie (technique, passation des marchés et les dispositions fiscales) est jointe à ce procès-verbal (Annexe II).

Les questions posées et les réponses seront présentées au niveau de la 2^{ème} partie de ce rapport.

2^{ème} partie – Questions/Réponses

Q1 : Est-ce qu'on peut être attributaire de 2 lots ?

R1 : Oui.

Q2 : Est-ce qu'une firme peut faire partie de deux groupements différents pour les deux lots ?

R2 : Oui, étant donné que ce seront deux offres séparées.

Q3 : Etant donné que notre firme pourrait proposer des outils numériques innovants, qui permettent de travailler en temps réel, est-ce que les taux des honoraires proposés dans le cadre de ce contrat IDIQ doivent comprendre les prix de ces outils ?

R3 : A ce stade, la proposition de ces outils peut être insérée au niveau de la méthodologie, le cas échéant. Néanmoins, ces outils feront l'objet de coûts supplémentaires dans le cadre des Task Orders.

Q4 : Pour le lot 2, il est demandé pour le Chef de mission : diplôme d'ingénieur ou universitaire minimum Bac+5 en environnement, est-ce qu'un autre diplôme ne sera pas accepté ?

R4 : En effet, Un maximum de points est attribué pour le diplôme exigé : ingénieur ou universitaire Bac+5 en environnement. Un autre diplôme n'est pas éliminatoire, mais des points seront soustraits lors de la notation de ce sous-critère.

Q5 : Comment va-t-on mener une étude d'impact environnementale et sociale programmatiques sans connaissance des projets retenus ?

R5 : Le Task order correspondant à cette étude ne sera lancé qu'après la sélection finale des projets et par conséquent, les projets seront déjà identifiés et localisés.

Q6 : Pour les frais de déplacement et de séjour, existe-t-il une nomenclature propre à MCA?

R6. Les frais de déplacements seront inclus dans les TO. Il n'y a pas de tarifs fixes pour les déplacements.

Q7 : Dans le cas où le projet retenu concerne la mise en œuvre d'une station d'épuration, son étude d'impact sur l'environnement fera-t-elle partie de l'EIES programmatique ?

R7 : Oui, l'EIE relative à la STEP fera partie de l'EIES programmatique tout en respectant la loi 12-03 relative aux EIEs (enquête publique, présentation de l'EIE au Comité régional des EIE...).

Q8 : Qu'entendez-vous par éviter la réinstallation involontaire?

R8 : Le critère de l'évitement de la réinstallation involontaire est déjà parmi les critères de sélection des bénéficiaires du FONZID.

Q9 : Est-ce que l'offre financière des TO est un montant forfaitaire? Qu'en est-il s'il y a lieu d'insérer de nouvelle expertise comme les laboratoires, la topographie....

R9 : L'offre financière des TO dépendra des TO qui vont être lancés, quand les tâches seront connues. Les nouvelles expertises seront incluses dans les TO et feront l'objet de négociations. Il est à noter que l'étape actuelle n'est qu'une phase de « pré-sélection », basée sur la qualité. Les deux (pour le lot 1) ou les trois (pour le lot 2) Consultants les plus qualifiés seront mis en concurrence. Les prix ne constituent pas encore un critère prépondérant à ce stade.

Q10 : Quelle est la relation entre les taux d'honoraires dans le contrat IDIQ et le forfait dans le TO?

R10 : Les taux d'honoraires qui vont être négociés dans le cadre des contrats IDIQ seront des taux plafonds à ne pas dépasser au niveau des TO. Le montant forfaitaire des TO sera calculé sur la base des taux et des niveaux d'effort proposés lors du lancement de ces TO. Les montants des taux peuvent être revus à la baisse lors de l'appel à la concurrence des TO.

Q11 : Est-ce que les offres lors des TO sont des forfaits ou des régies ?

R11 : Ce sont des forfaits qui sont fonction des taux de rémunération et des niveaux d'effort.

Q12 : Dans les TO, peut-on faire appel à un sous-traitant, comme l'architecte par exemple?

R12. Oui

Q13 : Est-ce qu'on a besoin d'un expert en bâtiment ?

R13 : Une enquête de paramétrage a été déjà effectuée et a permis de conclure qu'il y aura moins de construction de bâtiments dans le cadre du FONZID. Un expert en bâtiment sera seulement un expert d'appui.

Q14 : Les TO peuvent-ils être lancés avec des consultants qui ne font pas partie des contrats-cadre?

R14 : Non.

Q15 : Quels seront la date et le nombre de projets retenus ?

R15 : La date probable est le mois de septembre. Il y aura 10 à 15 projets. Dès que les projets seront définis, les TO seront lancés dans la semaine qui suit.

Q16 : Peut-on disposer de l'outil de cadrage ?

R16 : Le due diligence sera partagé avec les Consultants short-listés.

Q17 : Comment l'expert-clé sera noté ?

R17 : La notation des experts se trouve dans la Section III de la Demande de Propositions.

Dans les termes de référence :

Pour le lot 1 : il est demandé 7 personnels-clé dont les CV seront joints dans la proposition.

Seuls les experts clé suivants seront évalués :

- Chef de mission, architecte, Ingénieur génie civil et VRD, Hydraulicien/Assainissement et électricien.

Pour le lot 2 : il est demandé 8 personnels-clé dont les CV seront joints dans la proposition.

Seuls les experts clé suivants seront évalués :

- Chef d'Equipe Spécialiste environnement et social
- 1 Spécialiste Santé, Sécurité et conditions de travail (préciser le CV de celui qui sera l'expert-clé à évaluer)

- 1 Spécialiste Genre et Inclusion Sociale (préciser le CV de celui qui sera l'expert-clé à évaluer)
- 1 Spécialiste sociologue (préciser le CV de celui qui sera l'expert-clé à évaluer)

Q18 : Est-ce qu'une firme locale est nécessaire dans le cadre d'un groupement ?

R18 : Un seul représentant peut être présent au niveau local, mais ce n'est pas obligatoire.

Q19 : Combien de TO y aura-t-il ?

R19 : Ce nombre n'est pas défini.

Q20 : Existe-t-il une cartographie des projets ?

R20 : Il n'y a pas de répartition géographique définie ni de quota.

Q21 : Y a-t-il une répartition préétablie entre les tâches de base et optionnelle ?

R21 : Non, c'est au bureau d'études d'en proposer.

Q22 : Quelle est la devise de soumission dans le cas d'un groupement local et international ?

R22 : La soumission doit se faire en USD et/ou MAD.

Annexe I : Fiche de présence

Annexe II : Présentation (en Powerpoint)